

Communiqué de presse

Sommet mondial pour le développement durable : les dirigeants du monde annonceront des initiatives pour améliorer les conditions de vie et protéger l'environnement

New York, 22 juillet — Face à la détérioration alarmante des écosystèmes indispensables à la vie, les dirigeants du monde se réuniront, lors du Sommet mondial pour le développement durable prévu à Johannesburg (Afrique du Sud) du 26 août au 4 septembre, pour prendre de nouvelles initiatives en vue d'assurer le développement durable et un avenir de prospérité et de sécurité à leurs populations.

Le Sommet de Johannesburg offre une occasion historique de faire face à des menaces graves et croissantes au bien-être de l'homme : un tiers de la population mondiale vit avec un revenu de moins de deux dollars par jour, l'utilisation des combustibles fossiles augmente rapidement, les modes de production et de consommation continuent d'épuiser les ressources naturelles plus rapidement qu'elles ne peuvent se reconstituer, les trois quarts des pêcheries du monde sont exploitées au maximum voire au-delà des limites permettant d'assurer leur viabilité, les glaciers des montagnes fondent lentement et les forêts mondiales se sont rétrécies d'une superficie plus large que le Venezuela au cours des dix dernières années.

Ces tendances peuvent être renversées si des mesures décisives sont prises. Cela exigera certes des activités onéreuses mais le coût de l'inaction est plus élevé. Par exemple, chaque année, la dégradation des terres et la désertification causent des dégâts estimés à 42 milliards de dollars et des pertes de revenu, alors que les mesures de prévention ne coûteraient que 2,4 milliards de dollars par an. Toutefois, aucune somme d'argent ne peut restaurer la diversité biologique perdue ni faire revivre les espèces animales et végétales une fois qu'elles ont disparu.

La communauté internationale se réunira à Johannesburg au moment où l'Afrique australe fait difficilement face à une sécheresse qui a touché toute la région, aggravant les problèmes posés par la pauvreté et le VIH/sida et faisant planer la menace d'une famine.

« Il importe », dit le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, « que le monde tire d'urgence les enseignements de cette famine qui donne une image peu reluisante de ce qui nous attend — nous et surtout nos enfants — si nous ne trouvons pas des modèles de développement véritablement durables. »

« Johannesburg peut et doit permettre de renouveler l'engagement en faveur du développement durable, surtout au niveau des plus hautes autorités », ajoute M. Annan. « Nous avons vu les résultats qui peuvent être obtenus quand les dirigeants s'expriment publiquement sur la question et s'y engagent avec tout le poids et les ressources de leurs administrations ».

Les chefs d'Etat et de gouvernement qui se rendront à Johannesburg pour forger un nouvel axe d'action rencontreront des représentants de groupes associatifs et communautaires ainsi que des milieux d'affaires, des agriculteurs, des chercheurs et universitaires, des syndicalistes, des autorités locales, des femmes, des populations autochtones et des jeunes.

« La sonnette d'alarme retentit partout; si nous écoutons, nous pourrions renverser les tendances actuelles », dit le Secrétaire général du Sommet de Johannesburg, Nitin Desai. « Il faut toutefois la volonté politique nécessaire pour faire face à ces problèmes. Il faut adopter des mesures radicales. Il faut mettre en place des partenariats permettant de consacrer une plus grande part des ressources mondiales à la recherche de solutions. Tel est l'objectif à atteindre à Johannesburg. »

Résultats du Sommet

Le Sommet débouchera sur un plan d'action précisant les priorités et les mesures que les pays devront mettre en œuvre après Johannesburg, ainsi que sur une déclaration politique, qu'adopteront les dirigeants du monde pour donner l'élan politique nécessaire. En outre, le Sommet servira de rampe de lancement à de nouvelles initiatives en matière de partenariat entre les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les entreprises en vue de résoudre des problèmes particuliers et d'obtenir des résultats mesurables.

On s'est déjà accordé sur les trois quarts du plan de mise en œuvre, qui comprend notamment d'importantes mesures en vue d'améliorer l'approvisionnement en eau et l'assainissement ainsi que la santé.

Les autres problèmes, qui doivent trouver solution à Johannesburg, comprennent des questions litigieuses, dont la plupart témoignent de divergences et d'intérêts antagoniques quant à l'utilisation des ressources. Il reste aussi les propositions visant à fixer des calendriers fermes et des objectifs pour l'application de mesures concernant plusieurs questions, notamment la réduction du nombre de personnes ne bénéficiant pas d'un système d'assainissement adéquat, l'augmentation de l'utilisation de l'énergie renouvelable et l'élimination progressive des produits chimiques toxiques. Les questions les plus difficiles en suspens ont trait au commerce et à la finance, notamment l'allégement de la dette, l'accroissement des possibilités économiques pour les pays en développement, l'impact des subventions, l'augmentation de l'aide publique au développement et un meilleur accès des pays en développement aux technologies.

Personnes à contacter par les médias

Jusqu'au 16 août :

Klomjit Chandrapanya, tél. : 1-212-963-9495

Pragati Pascale, tél. : 1-212-963-6870

Gavin Hart ou Meredith Mishel, tél. : 1-212-584-5031

Après le 16 août :

A New York, 1-212-584-5031; voir site Web pour les contacts à Johannesburg

Courriel : mediainfo@un.org

Site Web : www.johannesburgsummit.org